

# *Tribune socialiste*

N° 350 / 30 NOVEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

U.N.E.F.

## **Bilan d'une rentrée**

**Georges Gemmes**

La mobilisation des étudiants que l'U.N.E.F. est parvenue à réaliser à l'occasion de cette rentrée a permis à son assemblée générale, qui vient de se réunir les 25 et 26 novembre, d'être la première depuis plusieurs années (exactement depuis 1963) qui ait pu être consacrée à l'analyse d'une campagne revendicative effectivement menée et aux prolongements à donner à cette campagne.

Tirant les conclusions de l'action intersyndicale menée par les étudiants et les enseignants contre les diverses mesures de sélection technocratique à l'entrée de l'enseignement supérieur, le bureau national devait montrer comment, à partir de la mobilisation ainsi obtenue, la lutte doit se poursuivre dans le sens d'une remise en cause plus fondamentale de l'Université de Fouchet et de Peyrefitte. Sur le plan universitaire, les mots d'ordre et les exigences de formation effective de maîtres qualifiés, d'intégration des Instituts universitaires

### **Composition du nouveau Bureau national**

**Président: Michel PERRAUD.**

**Secrétaire général : Jean-Daniel BENARD.**

**Secrétaire général coordination : Jean-Louis CARDI.**

**Trésorier: Pierre MONTACIE.**

**Vice-président universitaire : Henri ROUILLEAULT.**

**Vice-présidents universitaires adjoints : Jacques SAUVAGEOT, Florence DUCHENE.**

**Vice-président social : Jean-Pierre MASSON.**

**Vice-président social adjoint : Pierre ROUZE.**

**Vice-président Jeunesse : Denis MICHEL.**

**Vice-président gestion : Georges LAFFARGUETTE.**

de technologie (I.U.T.) dans l'enseignement supérieur, de remise en cause de la pédagogie et du contenu de l'enseignement, de développement et de contrôle de la recherche scientifique à l'intérieur de l'Université seront mis en avant dans les mois à venir. C'est sur ces thèmes, sur celui du refus des ordonnances gouvernementales ainsi que sur celui de l'exigence d'une formation professionnelle de tous les étudiants et d'une allocation d'études attribuée à tous les étudiants sur critères universitaires que l'U.N.E.F. a décidé de lancer un ordre de grève les 12 et 13 décembre. Cette grève prendra place dans une semaine d'action revendicative et s'articulera avec la journée d'action intersyndicale proposée par la C.F.D.T. et la C.G.T. pour la journée du 13 décembre.

Le vote sur l'orientation consacrait l'adoption de ces propositions et faisait apparaître un net renforcement des positions de la majorité qui s'était dégagée au sein du dernier congrès de

l'U.N.E.F. ainsi qu'un net recul de la tendance de Lille, Saint-Etienne, etc., influencée par les thèses de l'Union des étudiants communistes qui, de onze associations générales d'étudiants qu'elle avait regroupées au congrès de Lyon, n'en compte plus que cinq.

Cette assemblée générale devait s'achever sur l'élection d'un nouveau bureau national qui marque un renforcement par rapport au précédent.

L'A.G. de l'U.N.E.F. a pris à l'unanimité la décision de suspendre les associations générales « majos » (corporatistes liés politiquement à la droite) dont les dirigeants ont participé à un colloque en commun avec les représentants de la F.N.E.F. (« syndicat » gouvernemental qui s'est fixé pour objectif la destruction de l'U.N.E.F.).